

Londres veut économiser en se passant de Microsoft Office... Et Paris ?

Pour économiser des dizaines de millions de livres sterling par an, le gouvernement britannique prévoit de briser l'oligopole qui prévaut sur le marché des logiciels et abandonner des solutions jugées trop coûteuses, rapporte le [Guardian](#). La **suite Office de Microsoft**, pour laquelle le secteur public anglais a déboursé **200 millions de livres depuis 2010**, est **dans la ligne de mire** de Londres.

Microsoft Office trop cher pour Londres

Francis Maude, ministre du Cabinet Office, estime possible de limiter une bonne partie des dépenses IT du gouvernement en remplaçant MS Office par une solution Open Source, comme **OpenOffice**, ou une suite bureautique gratuite en ligne, comme **Google Docs**.

« Les logiciels que nous utilisons dans l'administration sont toujours fournis par quelques grandes entreprises. Un petit oligopole domine le marché », a déclaré Francis Maude, lors de la présentation de nouveaux services en ligne ce mercredi 29 janvier. « Je veux voir utiliser une plus large gamme de logiciels, de sorte que les agents de la fonction publique accèdent à l'information dont ils ont besoin et puissent faire leur travail sans avoir à acheter une marque spécifique de logiciels », a-t-il ajouté.

Le bras droit du Premier Ministre David Cameron a assuré que **le gouvernement britannique dans son ensemble adopterait à l'avenir des formats ouverts de document**. *« Pour commencer, cela aidera les ministères à faire quelque chose d'aussi simple que de partager des documents plus facilement. Il sera également plus facile pour le public d'utiliser l'information gouvernementale », a insisté Francis Maude, après avoir mis l'accent sur la mutualisation de l'IT public et promu **G-Cloud**, plateforme d'approvisionnement du gouvernement britannique.*

Ces déclarations font suite à la publication récente de [mesures visant à limiter les contrats dispendieux](#) passés avec un petit nombre d'acteurs IT sur les marchés publics. D'après le Cabinet Office, **un contrôle plus strict des dépenses IT**, complété de l'extension de la numérisation des services, a déjà permis au gouvernement britannique **d'économiser 500 millions de livres sterling en 2012-2013**. Si le gouvernement Ayrault est engagé dans une démarche similaire de réduction des dépenses IT – via notamment la Disic, la DSI de l'Etat -, force est de constater que Londres a aujourd'hui plus de résultats à faire valoir que Paris.

En France, deux points de vue s'affrontent

Sur le plan de l'usage des alternatives Open Source, la situation reste contrastée en France. **Le ministère de l'Intérieur et la gendarmerie nationale**, dont elle dépend, ont remplacé des solutions Microsoft par **des logiciels libres et Open Source** (de Firefox à Ubuntu), tant côté client que serveur. En revanche, **le ministère de la Défense** a confirmé la **reconduction jusqu'en 2017, et pour 200 000 postes, du contrat-cadre signé en 2009 avec Microsoft** « sans appel d'offres ni

procédure publique ». (Lire : [Contrat Microsoft-Défense : l'Open Bar reste ouvert jusqu'en 2017](#)).

Dans une note du 25 juillet 2012, soit deux mois avant la diffusion de [la circulaire Ayrault en faveur des logiciels libres](#), la direction des affaires financières du ministère de la Défense a précisé avoir écarté à dessein les solutions libres. Selon le ministère de la Défense, « **le coût de revient serait proche de l'utilisation de licences Microsoft.** » Car « *s'il n'existe pas d'achat de licence au démarrage, les mises à jour ne sont en revanche pas gratuites. D'autres frais sont aussi à prendre en compte comme la formation de personnels de soutien, les logiciels libres nécessitant une plus grande implication des utilisateurs.* »

Le point de vue du ministère de l'Intérieur est tout autre. Dans [une réponse publiée au JO le 15 octobre 2013](#) à la suite d'une question de la députée **Isabelle Attard** sur l'application de la circulaire Ayrault, le ministère dirigé par **Manuel Valls** a mis l'accent sur les économies réalisées grâce à l'adoption de telles solutions, citant l'exemple « *du poste de travail et des infrastructures (système d'exploitation des serveurs, supervision, suite bureautique, messagerie...), ainsi que des systèmes de gestion de bases de données (adoption de PostgreSQL).* »

Avant d'ajouter : « *(Si) la valorisation de tous les logiciels libres ne peut être établie avec précision, on peut cependant estimer les économies dégagées pour quelques grandes opérations, toutes prestations confondues.* » Ainsi, la mise en œuvre de la messagerie libre en 2008 (Thunderbird/OBM en substitution d'une solution propriétaire Outlook/Exchange de Microsoft) pour 200 000 adresses [a été] « *5 fois moins onéreuse sur la durée qu'une solution propriétaire. Et le déploiement de l'outil de gestion du parc (OCS/GLPI) [a été] 10 fois moins onéreux que l'outil propriétaire précédent* », a précisé le ministère de l'Intérieur.

Pour l'Aful, la circulaire Ayrault est peu appliquée

Pour l'Aful (Association Francophone des Utilisateurs de Logiciels Libres) le compte n'y est toujours pas. « *Presque 500 jours après la publication de la circulaire du Premier Ministre 'orientations pour l'usage des logiciels libres dans l'administration' et les immenses efforts du groupe 'mutualisation interministérielle pour une bureautique ouverte' (MIMO), nous n'observons que trop peu d'avancées dans la migration et l'investissement dans les logiciels libres de la part du gouvernement français. Seule la gendarmerie nationale française se distingue avec une migration massive vers le logiciel libre initiée il y a de nombreuses années* », explique à la rédaction **Laurent Séguin**, président de l'Aful.

« *Tant que les décideurs informatiques de l'État se comporteront comme de simples consommateurs sans vision stratégique, il n'y aura que peu d'évolution positive pour l'adoption du logiciel libre et l'argent du contribuable continuera à alimenter les caisses d'entreprises multinationales pratiquant l'évasion fiscale* », a ajouté l'Aful. « *Contrairement à beaucoup d'autres pays européens, la France a la chance d'abriter un tissu de PME innovantes et créatrices d'emplois ayant la maîtrise de ces technologies* », a assuré **Laurent Séguin**. « *Je pense qu'elles seraient heureuses de travailler à aider l'État français à gagner son indépendance technologique informatique.* »

Voir aussi

[Quiz Silicon.fr – Connaissez-vous Microsoft Office ?](#)

[Quiz Silicon.fr – Connaissez-vous les logiciels open source ?](#)